

## TAYEB LOUH PARLE DE SON SECTEUR AU CONSEIL DE LA NATION

# 40 000 avocats recensés en Algérie

**L'Algérie compte 40 000 avocats inscrits aux différents barreaux formant le Conseil des barreaux d'Algérie. C'est le ministre de la Justice et garde des Sceaux qui l'a annoncé jeudi passé devant les membres du Conseil de la nation.**

**Abder Bettache - Alger (Le Soir)** - En évoquant ce chiffre, le ministre de la Justice et garde des Sceaux a indiqué qu'il était «important pour les privés et les entreprises économiques d'établir des contrats avec eux en vue d'une consultation avant d'agir ou de tenir des propos qui leur font encourir le risque d'une poursuite judiciaire».

Répondant à une question orale d'un parlementaire, M. Tayeb Louh a saisi cette opportunité pour passer en revue la situation qui prévaut au sein de son secteur. A ce titre, il fera savoir que quelque 2120 affaires d'atteinte à la pudeur ou à la vie privée, d'injures et de diffamation ont été traitées l'année dernière par la justice. Il dira à ce titre que les lois établies par la législation algérienne en matière de protection des personnes et de leur vie privée tendaient, en premier lieu, à «moraliser la société avec ses différentes composantes dont la société civile et les militants dans le domaine politique et autres».

Concernant la détention provisoire, il a affirmé que celle-ci figurait parmi les priorités dans le processus de réformes du secteur de la justice, soulignant que les disposi-

tions du code de procédure pénale ont fait récemment l'objet d'amendement outre l'instauration d'une nouvelle méthode qui a mis fin à ce qui est appelé poursuite après incrimination pour la remplacer par «comparution immédiate devant la justice» en «réunissant toutes les garanties d'un procès équitable».

Entre autres amendements apportés au code de procédure pénale et concernant la détention provisoire, l'obligation pour le président de la chambre d'accusation, a ajouté Tayeb Louh, «d'effectuer des



Louh passe en revue la situation qui prévaut dans son secteur.

visites trimestrielles au sein des établissements pénitentiaires relevant de sa compétence en vue de

s'assurer de l'absence d'arbitraire lors de la détention provisoire». La comparution immédiate a donné

des «résultats positifs depuis son entrée en vigueur le 24 janvier 2016. Le nombre des détenus a reculé de moitié», a-t-il expliqué.

Cela dit, à sa sortie de l'hémicycle, il s'est refusé à s'étaler sur certaines questions d'actualité, mais il dira que «la justice algérienne est libre et nul ne peut s'immiscer dans ses prérogatives».

S'agissant des affaires de corruption au niveau de la justice concernant l'ancien ministre de l'Energie, Chakib Khelil, il a affirmé que «les tribunaux examinent quotidiennement des milliers d'affaires et la justice en Algérie est indépendante», précisant qu'il n'a aucun regard sur les prérogatives du secteur.

A. B.

## JUSTICE

# 15 enfants enlevés en 2015

**Quinze enlèvements d'enfants avec homicide volontaire, agression sexuelle ou demande de rançon ont été enregistrés en 2015, a annoncé le ministre de la Justice jeudi passé lors de son passage au Conseil de la nation. Selon la même source, l'information selon laquelle 200 mineurs auraient été enlevés en 2015 est «faus-**

se». Le ministre, qui s'est appuyé sur les statistiques judiciaires «exactes» qui font état de 15 enlèvements, a appelé à éviter l'alarmisme médiatique et à aborder le phénomène avec objectivité. «Souvent, des chiffres sont avancés sur des cas d'enlèvement alors qu'il s'agit après enquête, de disparitions volontaires pour des motifs familiaux ou scolaires, ou d'accidents», a-t-il expli-

qué et d'ajouter : «De telles affaires sont traitées avec toute l'efficacité requise dès l'étape des investigations et les auteurs de tels méfaits sont passibles de peines fermes allant de 20 ans de prison à la réclusion criminelle à perpétuité, ou encore à la peine capitale».

Après avoir passé en revue les dispositions législatives adoptées en matière de protection de l'enfant, M. Louh a rappelé les «principales mesures proposées pour juguler le phénomène, y compris la mise en place d'un plan d'alerte qui sera lancé dès le signalement d'une disparition ou d'un enlèvement d'enfant». Pour éviter que le mineur ne subisse le moindre préjudice, il n'est plus question d'attendre 48 heures avant d'engager les investigations et les recherches. Le plan d'alerte sera lancé immédiatement, a-t-il ajouté.

A. B.

## LOUISA HANOUNE ET LA TOURNÉE DES ZAOUIAS DE KHELIL :

# «Que cesse ce jeu dangereux»

**La secrétaire générale du Parti des travailleurs invite les promoteurs internes et externes de la tournée des zaouïas, qu'effectue depuis peu l'ex-ministre de l'Energie et des Mines, à cesser de «jouer avec le feu».**

**M. Kebci - Alger (Le Soir)** - Louisa Hanoune qui s'exprimait, hier vendredi, à l'ouverture des travaux d'une réunion ordinaire du bureau politique du parti, est revenue, une fois de plus, sur l'affaire Chakib Khelil dont elle qualifie le retour au pays d'«étrange» et de «mépris envers le peuple algérien». Pour elle, les zaouïas sont censées être des lieux



Louisa Hanoune, SG du PT.

de culte et ne doivent en aucun cas servir d'arène politique. Et d'avertir que c'est là, un jeu avec le feu qu'il

faudrait cesser au risque de faire fuir les gens des zaouïas et les balancer dans les bras des organisations terroristes dont Daesh.

Pour Hanoune, «les promoteurs internes et externes de cette tournée ont des objectifs dangereux pour l'Algérie car ils veulent tout simplement perpétuer le pillage des deniers publics». Ceci non sans rappeler que le pays a eu à payer chèrement «l'usage de la religion à des fins politiques», mais également le «sinistre bilan» de l'homme qu'elle qualifie de «haute trahison» quand il était à la fois patron de la Sonatrach et ministre de l'Energie et des Mines et dont le nom était «concerné au moins par les scandales de malversations».

Et de citer, entre autres les «prouesses» de Khelil, sa dénatona-

lisation des mines en 2001 en plein événements tragiques de Kabylie et celle des hydrocarbures en 2005.

Le plus grave, relèvera également la secrétaire générale du PT, est l'implication de l'administration dans cette tournée des zaouïas de Khelil, en voulant pour preuve, les invitations faites aux députés et aux élus locaux de Chlef par la Direction de wilaya des affaires religieuses et des biens waqfs à l'occasion de la toute récente virée de l'ex-ministre de l'Energie et des Mines dans une zaouïa locale.

Hanoune invitera le gouvernement au retrait du projet de code d'investissement du fait que, expliquera-t-elle, que la préférence française sur la base de laquelle ledit projet a été élaboré n'est plus de mise. Elle

exhortera également l'exécutif de Sellal à mettre fin à sa politique d'austérité à coups de mesures comme le gel de projets et de recrutement au risque, avertira-t-elle, de provoquer une «explosion sociale».

La secrétaire générale du PT dénoncera, par ailleurs, «le deux poids deux mesures» dans l'attitude du pouvoir à l'égard du monde des médias, en référence à l'affaire Rebrab-Ei Khabar.

Pour Hanoune, bien d'hommes d'affaires possèdent ou contrôlent des chaînes de télévisions et des journaux, exprimant son souhait que la justice sollicitée par le ministre de la Communication rende son verdict dans l'affaire «loin de toute pression».

M. K.

## GUERRE EN SYRIE

# Abdallah Djaballah critique le soutien de l'Algérie à Al Assad

**Le président du Front pour la justice et le développement (FJD), Abdallah Djaballah, a vivement critiqué, hier, le «parti pris» de l'Algérie avec le régime de Bachar Al Assad soutenu par la Russie et l'Iran qui, tous réunis, constituent à ses yeux l'axe du mal, à la suite de la visite du ministre des Affaires maghrébines, de l'Union africaine et de la Ligue des Etats arabes, Abdelkader Messahel, à Damas.**

Intervenant au siège de son parti lors d'une rencontre avec ses cadres, Abdallah Djaballah a estimé que le gouvernement algérien aurait dû observer sa position de toujours, à savoir la neutralité, plutôt que s'aligner sur le Président syrien. «Je me désolidarise de

cette position (du gouvernement algérien vis-à-vis du régime Assad, Ndlr), et je la condamne même», a indiqué le président du FJD, ajoutant que le rôle de l'Algérie «est de soutenir les peuples et de ne pas se taire sur ce que commet ce tyran et ses



Abdallah Djaballah, président du FJD.

alliés comme horreurs». Sur le périple de Chakib Khelil, l'ex-

ministre de l'Energie, chez les zaouïas du pays, Abdallah Djaballah s'est dit «contre ce genre de pratiques» de la part d'un homme «que la presse a présenté comme quelqu'un qui a dilapidé l'argent public, qui est accueilli de cette façon et est même présenté comme un homme vertueux sans un jugement de la justice clair et définitif, cela est inacceptable», a souligné le chef islamiste qui dénonce l'instrumentalisation des zaouïas dans cette «œuvre de blanchiment» de l'image de Khelil. «L'instrumentalisation des zaouïas est une insulte à l'intelligence du peuple algérien.»

Par ailleurs, le président du FJD s'en est violemment pris à la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, accusée de vouloir «franciser» les programmes de l'éducation nationale «après qu'elle eut fait appel à des experts français en vue de concevoir des programmes pour les écoliers algériens».

Le chef du FJD ne fait que reproduire le discours haineux d'une partie de la classe politique, notamment le camp islamiste et des voix rétrogrades qui descendent injustement en flammes la ministre de l'Education nationale.

Y. D.